



Les nouvelles du ReSaD

N°8 - Juillet 2015

DÉSERTIF' ACTIONS 2015 : LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE A FAIT ENTENDRE SA VOIX !



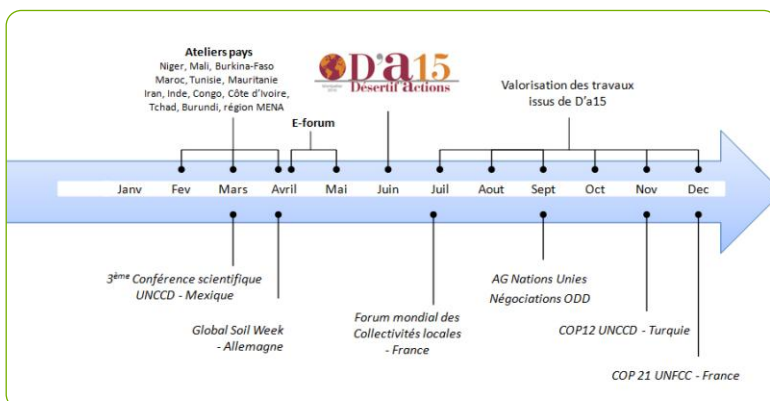
Participants du Forum international Désertif'actions 2015 à Montpellier en juin 2015

Présentation Désertif'actions 2015

Désertif'actions 2015 (D'a15), le Forum international de la société civile luttant contre la dégradation des terres a eu lieu à Montpellier du 10 au 13 juin. Cet événement inscrit dans le calendrier de l'UNCCD a réuni 300 participants venus de 57 pays différents. Une déclaration commune a été rédigée à destination des prochaines dates cruciales pour l'environnement : la COP12 de l'UNCCD à Ankara en septembre et la COP21 de l'UNFCCC à Paris en décembre.

"Les participants de Désertif'actions 2015 ont mis en évidence les liens indéniables entre la dégradation des terres et les trois domaines de l'environnement, du développement et de la stabilité internationale, dans un contexte d'impacts présents et futurs de réchauffement climatique."

Extrait de la Déclaration "terres et changement climatique"



Sommaire

- Le SPONG Réunit la société civile du Burkina-Faso.....p.2
- Le GCOZA organise une consultation en préparation du forum.....p.2
- Le CNCOD mobilise la société civile nigérienne.....p.3
- Le RESAD donne la parole à son partenaire Tchadien : l'ONG LEAD.....p.3
- Monique Barbut rencontre les structures de la société civile.....p.4

Le ReSaD, une initiative Nord-Sud contre la dégradation des terres, pour la sauvegarde des patrimoines nourriciers et l'amélioration des conditions de vie des populations.

LE SPONG RÉUNIT LA SOCIÉTÉ CIVILE DU BURKINA FASO POUR PRÉPARER D'A15

Permettre l'élaboration de positions communes et de recommandations partagées de la part de la société civile Burkinabé active dans la LCD pour contribuer au forum de Désertif'Actions 2015 à Montpellier en France; tel a été l'objectif principal de l'atelier pays, première étape de notre marche vers la COP21. Cet atelier pays, qui s'est déroulé les 9 et 10 avril 2015, a regroupé sous la présidence de son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de la France au Burkina Faso, une trentaine de participants environ issus des structures tant gouvernementales que des OSC de Ouagadougou et des provinces du pays. Le menu des 48h de travail était constitué de : (i) deux discours engagés (celui du PCA du SPONG et de l'Ambassadeur), (ii) une présentation sur le RéSaD faite par le Coordonnateur RéSaD Burkina, (iii) une présentation sur les changements climatiques et l'agriculture au Burkina Faso et dans la sous-région faite par le CIRAD, (iv) trois présentations concernant les 3 axes thématiques de travail prédéfinis, et (v) des travaux de groupe par axe de travail.

Au sortir de cet atelier, les participants ont conclu que :

- 1) La société civile est un acteur incontournable pour l'atteinte des objectifs des conventions de Rio.
- 2) Des actions concrètes sur le terrain, plutôt qu'une succession de concepts, dont l'impact est peu évalué devraient être entreprises.
- 3) Seule une franche collaboration entre les décideurs, la recherche, le secteur privé, les OSC et les pouvoirs locaux permettra d'atteindre les objectifs des conventions de Rio.
- 4) Responsabilité commune, différenciation dans les engagements, équité dans l'allocation des moyens.

Les participants ont aussi recommandé entre autre que :

- Une synergie entre les 3 conventions, soit mise en œuvre par : le PNUE au niveau des Nations Unies, l'UA au niveau africain et les institutions sous-régionales d'intégration (CEDEAO, CEMAC, SADC) à l'échelle sous-régionale ;
- Les OSC renforcent, la synergie Etat-OSC en mettant en œuvre le principe de subsidiarité ;
- Les OSC Renforcent leurs capacités opérationnelles ;
- Les grosses sociétés montrent plus d'égards pour l'environnement ;
- Les plateformes valorisent les bonnes pratiques LCD/GDT ;
- Les organismes de recherches renforcent leur collaboration ;
- Les pouvoirs locaux trouvent des solutions aux problèmes de pollution et d'accaparement des terres ;
- Les OSC participent de manière efficace aux cadres, décisions et mise en œuvre.

Participants des ateliers-pays au Burkina Faso pour Désertif'actions 2015



LE GCOZA ORGANISE UNE CONSULTATION EN PREPARATION À DESERTIF' ACTIONS 2015

En l'absence de financement pour tenir l'atelier, le conseil national du GCOZA a procédé à l'identification de personnes ressources au niveau des plateformes d'OSC nationales identifiées dans la GDT/LCD pour étudier les trois axes de travail proposés par Désertif'actions 2015. Un travail en groupe a permis de proposer pour chaque axe de travail, un draft de position.

Après deux semaines de travail en trois sous-groupes, une session plénière fut tenue au siège du GCOZA pour la mise en commun des différentes propositions. Un comité restreint procéda enfin à produire le document de synthèse des travaux en guise de document position des OSC pour Désertif'actions 2015.

Les principales conclusions issues de ces travaux sur l'atelier pays sont :

- Les OSC Reconnaissent que les phénomènes de la désertification et de la dégradation des terres face aux changements globaux constituent un fléau mondial et une sérieuse menace pour la zone sahélienne.
- Elles encouragent pour ce faire, l'intégration et la prise en compte dans les programmes de développement à la base, les thématiques en cours dans la zone sahélo saharienne telles que : la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle récurrente au Sahel, le concept d'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) et la réduction des émissions de gaz à effet de serre à travers la gestion durable des ressources naturelles, la conservation des forêts et l'augmentation du stock carbone au niveau des plantations forestières (processus REDD+).
- Par rapport à la durabilité du développement en zones sèches, elles recommandent l'élaboration d'une feuille de route collective autour des sujets transversaux aux différentes conventions pour mettre en évidence les synergies possibles.
- Elles s'engagent à sensibiliser les Communautés pour leur participation à la lutte contre la Désertification et la dégradation des terres et pour leur adaptation aux effets néfastes du changement climatique.
- Suggèrent l'élaboration et l'adoption d'une définition partagée du concept LDN au sein de la convention et la Création de conditions favorables au développement durable du secteur rural en améliorant la Gouvernance et en renforçant la recherche, la formation, la vulgarisation et une participation effective de l'ensemble des acteurs.
- Encouragent un partenariat intelligent public-privé.

PORTER LA VOIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU NIGER DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION ET LA DÉGRADATION DES TERRES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Du 10 au 11 avril 2015, se sont déroulés dans la salle de réunion du Groupement des Aides Privées (GAP), les travaux de l'atelier national en vue de préparer le forum international Désertif'Actions 2015.

Ont pris part à cet atelier, le Directeur du cabinet du Ministre de l'Environnement, de Salubrité Publique et du Développement Durable et son conseiller, le représentant de la Coopération Française, les conseillers du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD), les responsables des ONG et Associations de Développement de l'environnement, les responsables des médias, les invités, les représentants des projets et programmes (voir liste en annexe).

La tenue de l'Atelier a été rendue possible grâce au soutien financier du programme d'action communautaire PAC3. Après les discours du Coordinateur du CNCOD et celui du Directeur du Cabinet du Ministre de l'environnement de la salubrité public et du développement durable Mr Mohamed Ali, a souhaité la chaleureuse bienvenue à tous ceux qui ont accepté de venir aux présentes assises en dépit de leurs calendriers

trop chargés, avant d'exprimer la profonde gratitude du gouvernement au Programme d'Action Communautaire (PAC3), qui a déployé des efforts énormes pour l'organisation tant matérielle, technique que financière de cette importante rencontre et à tous les partenaires techniques et financiers qui accompagnent tous les jours le gouvernement dans son combat pour la protection et la gestion durable de l'environnement.

Les travaux se sont poursuivis par une série de communications présentées dans l'ordre chronologique suivant:

- Les objectifs et résultats attendus du forum par Mr Moussa Halilou CNCOD/ReSAD;
- Présentation du CNCOD et du ReSAD par Moussa Halilou CNCOD/ReSAD ;
- Présentation sur l'alignement du PAN/LCD par Madame Boubacar Zalia du CNEDD ;
- Présentation sur le changement climatique et lutte contre la désertification et la dégradation des terres par Boureima Boubacar du CNEDD;
- Rappel sur les objectifs de développement durable : quelles synergies entre les 3 conventions, par Idrissa Mamoudou du CNEDD.

A l'issue d'un débat très fructueux le constat général qui s'est dégagé est que de nombreuses activités de la lutte contre la désertification sont réalisées dans le pays mais qu'elles ne sont pas comptabilisées en tant que telles dans les programmes et projets nationaux et régionaux.

LE RESAD DONNE LA PAROLE À SON PARTENAIRE TCHADIEN : L'ONG LEAD

Participants des ateliers-pays au Niger pour Désertif'actions 2015



Participants des ateliers-pays au Tchad pour Désertif'actions 2015

« Ensemble nous partageons l'atmosphère, le climat et la biodiversité, ce qui fait de l'environnement un bien commun et public, nécessaire à vie et qui ne doit pas être contrôlé par une seule personne ou un seul Etat. La problématique de l'environnement appelle à une démarche multi-acteurs et à la bonne gouvernance mondiale», c'est ainsi que la coordinatrice de LEAD Tchad planta le décor de sa présentation sur la Société civile et défis environnementaux.

LEAD Tchad est une association tchadienne, créée le 18 juillet 2005 et érigée en ONG le 29 octobre 2013. Membre du Programme LEAD Afrique Francophone, elle a pour objectif de promouvoir au mieux le développement durable au Tchad en visant prioritairement les zones et les populations les plus vulnérables.

Financé par le PNUD et organisé en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, l'Atelier préparatoire du Forum Désertif'actions 2015 qui a eu lieu ce 28 avril 2015 au CEFOD au Tchad est devenu un rendez-vous incontournable de la société civile tchadienne. Il a permis de poser les jalons d'un cadre de concertation pérenne des acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification au Tchad. Mettant en réseau une vingtaine de structures étatiques et non-étatiques et plus d'une quarantaine de participants, cet atelier s'est terminé sur une note de position de la société civile tchadienne incluant les membres du parlement et des collectivités locales et soutenu par les autres acteurs présents à l'atelier.

Degradation des terres et lutte contre la secheresse : Monique Barbut rencontre les structures de la societe civile nigérienne

Une rencontre d'échanges a regroupé à Niamey le lundi 27 avril 2015, la secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (UNCCD) M^{me} Monique Barbut et les représentants des organisations de la société civile regroupées au sein du Comité National de Coordination des ONG sur la Désertification (CNCOD).

Il s'agit pour M^{me} Monique Barbut d'échanger avec les acteurs de la société civile sur les questions de dégradation des terres et de lutte contre la sécheresse. De prime abord, elle a tenu à souligner ses priorités depuis son arrivée à la tête de la Convention.

« Dès notre entrée en fonction, nous avons pris la convention relative aux questions de l'environnement avec l'idée de la rendre plus présente au niveau politique », a-t-elle indiqué avant de souligner qu'il est temps que « les pays se donnent un objectif en matière de lutte contre la dégradation des terres.

Cela suppose que chaque pays doit pouvoir aujourd'hui faire un exercice de planification permettant de dire avec exactitude, quel est le maximum de dégradation des terres autorisable et comment chiffrer les projets pour lutter contre la dégradation des terres.

"Nous voulons que cet exercice soit fait dans tous les pays du monde parce qu'au niveau de l'UNCCD, il existe des financements à cet effet", a dit M^{me} Monique Barbut qui a tenu à inviter les acteurs de la société civile à des réflexions pour

que la question de la dégradation des terres soit prise en compte dans les négociations onusiennes sur le climat prévues en décembre prochain à Paris. Elle a également rappelé la tenue en octobre prochain, en Turquie, de la 12^{ème} COP de l'UNCCD.

Tout en expliquant le lien entre terre et sécurité, M^{me} Monique Barbut a appelé les participants à s'intéresser aux questions environnementales qui, pour elle, sont bel et bien liées à la sécurité. Elle a souligné que les fonds de financement existent, mais il est nécessaire pour les pays bénéficiaires de régler un certain nombre de questions, notamment celles liées aux cadastres et aux droits à la terre, particulièrement pour les femmes.

"Ces questions sont des préalables pour accéder aux financements de grande envergure. Le Niger est cité en exemple dans le cadre de la réhabilitation des terres", a-t-elle souligné. Une séance de questions réponses a sanctionné la fin de cette rencontre, tenue en présence du secrétaire général du ministère de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement durable et du président du CNCOD. Notons que Mme Monique Barbut était l'ancienne Directrice du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Elle est à la tête de l'UNCCD depuis un an et demi.

"Le Niger est cité en exemple dans le cadre de la réhabilitation des terres"



Monique Barbut lors de la réunion organisé par le CNCOD (Niamey) entourée de représentants de la société civile nigérienne, du coordinateur du CNCOD, du secrétaire exécutif du CNEDD et du secrétaire général du Ministère de l'environnement du Niger



Réseau Sahel
Désertification

Rue du courreau - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37
resad@cariassociation.org

www.cariassociation.org/resad



Le ReSaD est un réseau coordonné par le CARI

Membres



LE GROUPE
DE COORDINATION
DES ZONES ARIDES



Groupe Travail Désertification



Partenaires



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



ccfd-terre solidaire



drynet

